

LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL D'INFORMATION SUR
L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE
FONDÉ PAR
Jacques DUBOIN
EN 1934

La gauche fera-t-elle l'effort nécessaire ?

par **M.-L. DUBOIN**

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

DOSSIER : LE CHOMAGE

Editorial :	
La Gauche fera-t-elle l'effort nécessaire ?	p. 1
Une arme contre le chômage, l'armement, par J.-P. Mon.	p. 3
La fuite en avant, par M. Dieudonné.	p. 4
A Monsieur le Ministre du Travail, par G. Lafont.	p. 5
L'utopie du plein-emploi, par J. Carlesse.	p. 9
Les jeunes et le chômage, par P. Simon.	p. 10
Au pied du Mont Lozère, par M.-L. Duboin.	p. 13



Expansion et consommation, par P. Buguet.	p. 2
L'aide au Tiers-Monde, par A. Chantraine.	p. 4
Le Trésor, par Marcel Dubois.	p. 6
Les institutions d'hier face aux réalités d'au- jourd'hui, par G. Puel.	p. 7
La dame blanche qui devient jaune, par P.N. Armand.	p. 8
Le Dieu Capital, par A. Chantraine.	p. 8



RUBRIQUES HABITUELLES :

Soit dit en passant, par G. Lafont.	p. 5
Etranger, par P. Simon.	p. 12
Questions agricoles, par J. Mestrallet.	p. 10
Au fil des jours, par J.-P. Mon.	p. 11
Initiatives.	p. 13
Réponses aux objections, par R. Thuillier.	p. 14
Lectures, par M. Buguet.	p. 14

DANS le « Nouvel Observateur » du 23 mai dernier, Michel Bosquet, sous le titre « les économistes communistes ont-ils raison ? », analyse les calculs effectués par le P.C.F. Il souligne que celui-ci ne fait que « proposer ce que la gauche a toujours dit : il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres ». Il montre qu'un tel transfert au cours de l'année qui vient ne représenterait que 9 % du produit national français ; et que d'ailleurs cette somme à verser aux pauvres pourrait même ne pas être prise aux riches grâce seulement à « l'élimination de la sous-utilisation du potentiel productif, une économie accrue des moyens matériels et une efficacité supérieure des investissements ».

Restent évidemment les modalités de ce transfert. Et comme pas plus Michel Bosquet que les communistes, n'envisagent de sortir du système capitaliste des prix-salaires-profits, ils tombent sur un écueil de taille : l'incompatibilité entre un système qui repose sur le principe que « l'argent va à l'argent » et tout idéal d'équité, voire seulement d'humanité. Alors, pour résoudre cette quadrature du cercle, Michel Bosquet propose cette solution absolument géniale : il n'y a qu'à pénaliser les entreprises qui utilisent des machines capables de remplacer l'homme ! Pourquoi ne proposez-vous pas, M. Bosquet, à votre directeur, de remplacer l'imprimerie du « Nouvel Observateur » par quelques centaines de milliers de copistes ? Si un seul quotidien suivait ce bel exemple, le problème du million de chômeurs serait résolu ! Mais est-ce bien là ce que vous appeliez plus haut une efficacité supérieure des investissements ?

Il est tout de même bien triste de voir que les

économistes de gauche, qu'a priori on estime plus libérés du carcan de l'idéologie capitaliste que ceux du camp adverse, sont tout aussi incapables de pousser leur raisonnement jusqu'à conclure : puisque les moyens existent de faire faire par les machines les travaux pénibles, il faut **inventer** un système économique qui permette aux hommes ainsi libérés d'en profiter ! Partout on cherche à inventer, à innover, partout on veut que l'imagination prenne le pouvoir... sauf en économie ! Comme le souligne M. Bosquet, les économistes du P.C.F. formés à l'INSEE et dans les Grandes Ecoles sont tout aussi technocrates que les autres et nous nous posons avec lui, mais aussi à propos de lui-même, la question : ne serait-ce pas précisément leur formation économique qui les égare ?

M. Bosquet soulève ensuite un autre problème : si l'on donne du jour au lendemain aux pauvres les moyens d'acheter plus, leur demande, sur le marché, ne correspondra pas à la production préparée pour les riches. Voilà une remarque judicieuse. Quel dommage que son auteur ne soit pas allé jusqu'à chercher la cause de cet écueil qu'il dénonce : l'économie capitaliste fonctionne pour satisfaire les seuls besoins SOLVABLES, elle n'est donc pas faite pour satisfaire ceux des pauvres. C'est bien pour cela qu'elle ne peut pas être équitable. Ses structures l'en empêchent. C'est bien en cela que démocratie et capitalisme sont incompatibles. Et c'est pourquoi, Monsieur Bosquet,

il ne peut pas y avoir de vrai socialisme sans changement des principes mêmes du système économique.

La question est clairement posée : la gauche est-elle prête à l'entendre ?

« Quand comprendra-t-on que le chômage aujourd'hui est à la mesure du progrès, et que vous ne pourriez résorber le chômage qu'en faisant la guerre au progrès ? Ce qui reviendrait à faire faire péniblement par les hommes ce que les machines font plus rapidement qu'eux. Il y a des gens, en 1934, qui parlent de proscrire les machines alors qu'elles ont été inventées uniquement pour alléger la peine de l'homme ».

☆☆

Vous avez bien lu. Cette citation de Jacques Duboin date du 25 septembre 1934, dans son livre « Ce qu'on appelle la crise ». Changez la date citée et voici une réponse toute faite pour Michel Bosquet.

« Celui qui ne peut payer ruine celui qui ne peut lui vendre. »

J. DUBOIN

Expansion et consommation

par Pierre BUGUET

En page 5 du « Nouvel Economiste » n° 82 ; deux graphiques provenant de la Société Générale nous présentent :

— L'un, la progression de l'activité industrielle qui est passée de l'indice 950 en novembre 1976, à l'indice 1060 en mai 1977.

— La seconde présente le taux de croissance de la consommation des ménages. Il était de 4 % en novembre 1976 et s'effondre à 0,8 % en mai 1977.

Sachant que dans le même temps le taux de chômage a augmenté (2 millions de chômeurs prévus et plus sans doute d'après l'information de l'Organisation Internationale du Travail) on en déduit :

— Que la production croît malgré la croissance du chômage,

— Que l'expansion est impuissante à assurer l'emploi,

— Que la production solvabilise de moins en moins les consommateurs, puisqu'elle croît beaucoup plus vite que leur consommation.

Pourquoi accroît-on la production si elle ne peut trouver preneur ? Et alors comment peut-on espérer en tirer encore des bénéfiques ?

Les graphiques de la Société Générale et la courbe croissante du chômage dénoncent la précarité et la vanité de ces objectifs.

La Société Générale nous démontre, (qui l'eut crû) comme le répétait Jacques Duboin : « que nous allons nous trouver les poches vides devant des montagnes de produits ». Comme cette société sait bien fabriquer de la monnaie, ne serait-ce trop lui demander de mettre à contribution les capacités de ses super-comptables pour mettre au point la création de revenus nous permettant de consommer ce que nous produisons, c'est-à-dire un **revenu social** ?

Faisons toujours ce vœu, nous direz-vous, et buvons de l'eau !

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	30,00 F
Etranger	35,00 F
Abonnement de soutien	55,00 F

Une arme contre le chômage : l'armement

par Jean-Pierre MON

NOS lecteurs savent depuis fort longtemps que dans les pays industrialisés le progrès scientifique et technologique a pour conséquence inéluctable l'augmentation du chômage. Tout se passe pour nos brillants économistes comme si nous venions à peine d'être chassés du Paradis Terrestre, et que nous soyions encore soumis à la malédiction : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ».

Comme depuis ce temps là un certain nombre d'outils d'abord, de machines ensuite, ont permis à l'homme de produire avec moins de peine, les soi-disant scientifiques que sont les économistes ont cherché par tous les moyens à justifier et à pérenniser la fameuse malédiction divine.

Refusant de répondre à la question maintes fois posée : « Est-ce que les machines sont faites pour produire des biens ou pour donner du travail aux hommes ? », ils imaginent les solutions les plus farfelues.

C'est ainsi, par exemple, que dans les années 30, en Irlande, on faisait creuser des trous, construire des tours avec les pierres qu'on en retirait, et le lendemain on faisait détruire ces tours et combler les trous. Le tout afin de justifier les salaires versés à ces terrassiers d'un genre nouveau. Les exemples absurdes ne manquent pas, mais en ce dernier quart de siècle, on fait les choses de manière un peu moins voyante : on développe le secteur tertiaire, c'est-à-dire le secteur des services. Des services, certes, il en faut, mais jusqu'à un certain point. C'est ainsi que pour justifier l'emploi des gratte-papiers de tous niveaux hiérarchiques, on met en place une réglementation papéressière, incompréhensible et le plus souvent inutile, voire nuisible.

Mais cela ne suffit pas, et, surtout, cela ne crée pas toujours du profit. Alors on a imaginé de fabriquer des armes.

À fabrication des armes présente des tas d'avantages :

— sauf exception, on ne les vend pas à des particuliers mais à des gouvernements (et chacun sait que pour acheter des armes, un gouvernement trouve toujours les finances nécessaires, les pays exportateurs accordant au besoin les crédits demandés...);

— les armes se démodent vite et il faut, c'est bien connu, toujours suivre la mode sous peine d'être mal considéré (mal défendu, diraient en l'occurrence les militaires). Alors on est bien forcé d'acquiescer ce qu'il y a de plus nouveau ;

— une petite guerre, de préférence par pays

sous-développés interposés, permet en général de réduire considérablement les stocks...

Ces avantages sont tels que la fabrication des armements est un des rares secteurs de production à ne pas être touché par les aléas de la conjoncture. Dans ce domaine, ce sont les acheteurs qui attendent le bon vouloir des vendeurs. L'économie rêvée, quoi !

Il n'est donc pas surprenant que dans les pays dont le niveau technologique est suffisamment élevé pour permettre la fabrication d'armements très sophistiqués (U.S.A., U.R.S.S., Grande-Bretagne, République Fédérale Allemande, France), le secteur de la fabrication des armements joue un rôle moteur dans l'économie.

Aux Etats-Unis, l'économie militaire réalise un chiffre d'affaires équivalent à celui de Esso-Standard, General Motors, Ford, Royal Deutch, Shell, Dupont de Nemours et Kodak réunis.

En U.R.S.S., comme aux Etats-Unis, un citoyen sur cinq vit directement ou indirectement de la production militaire.

En Allemagne, où la fabrication des avions occupe plus de 200 000 personnes mais où l'exportation directe reste, pour le moment, relativement faible par suite de la volonté du gouvernement d'éviter que ce secteur devienne un groupe de pression trop influent sur la politique gouvernementale, les syndicats exigent de plus en plus que des facilités soient accordées aux industries de l'armement pour favoriser leur production et par là même **assurer un haut niveau d'emploi**.

En France, l'emploi dans ce secteur représente environ 280 000 personnes et les pourcentages de fabrication de matériels militaires dans les exportations sont respectivement de 90 % pour Dassault, 79 % pour la SNECMA, 60 % pour la Thomson-CSF, 85 % pour Matra, 79 % pour la SNIAS, (1)...

On conçoit donc facilement que sans la fabrication des armements, il y aurait dans les nations industrialisées des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires.

Mais peut-être alors l'économie prendrait-elle, dans son ensemble, un autre tour ?

Lorsqu'on sait, en effet, que le coût d'un nouveau bombardier, avec son équipement complet équivaut au salaire de 250 000 instituteurs pendant un an ou à 75 hôpitaux complètement équipés ou encore à 30 facultés des sciences comptant 1 000 étudiants chacune (2), on peut facilement imagi-

(SUITE PAGE SUIVANTE)

La fuite en avant

par **Marcel DIEUDONNÉ**

À sidérurgie lorraine, surclassée par les installations de Dunkerque et d'ailleurs, n'est plus compétitive. Ses installations sont donc qualifiées de vétustes, 15 000 emplois vont être supprimés.

Raymond Barre : — Il faut installer de nouvelles entreprises en Lorraine.

— Pour créer quoi, Monsieur le Premier Ministre ?

— Pour créer de l'emploi...

Les nouvelles entreprises devront être rentables. On y fabriquera des marchandises qui sont déjà abondantes sur le marché, mais que l'on espère vendre en rendant les prix plus compétitifs, grâce à des installations modernes produisant plus avec moins de travail humain. Quelque part, des installations anciennes seront qualifiées de vétustes, comme présentement en Lorraine, des emplois seront supprimés ; il faudra en créer de nouveaux, et ainsi de suite, c'est le mouvement perpétuel, la fuite en avant, le chômage accru, des installations toujours plus modernes produisant de plus en plus avec de moins en moins d'emplois.

Où cette fuite aveugle nous conduit-elle ?

Il ne faudrait pas trop tarder à admettre que l'économie du gain est incompatible avec le travail mécanique et qu'il n'y a qu'une issue : la remplacer par l'économie du revenu social.

SUITE DE LA PAGE 3

ner ce que pourrait être une société dans laquelle les crédits destinés à la production et à l'achat des armements seraient utilisés pour améliorer les conditions de vie des populations et l'on conçoit du même coup que l'économie distributive de l'abondance n'est plus une utopie.

Alors aussi deviendraient crédibles les propos tenus à la Conférence générale de l'UNESCO de 1974 selon lesquels : « La paix ne saurait être uniquement l'absence de conflit armé. Elle implique essentiellement un processus de progrès, de justice et de respect mutuel entre les peuples visant à garantir la construction d'une société internationale dans laquelle chacun trouverait sa véritable place et aurait sa part des ressources intellectuelles et matérielles du monde ».

Malheureusement le sentiment nationaliste continue à être exploité de manière éhontée par les capitalistes de tous bords qui, cyniquement, n'hési-

L'aide au Tiers-Monde

par **Albert CHANTRAINE**

Certes il faut aider et donner aux êtres dans le besoin, cela ne souffre aucune discussion. Mais il faut plus encore, il faut changer notre système économique-financier qui est le responsable des misères de l'humanité. Changer notre système financier, c'est vouloir que l'argent contribue uniquement à l'équilibre de la production et de la consommation. C'est produire de l'utile, et non du futile, du médiocre et du nuisible comme on le fait actuellement.

C'est lutter contre les injustices et contre l'ignorance à la fois, car la cause des misères est l'injustice, celle-ci n'étant possible que parce que l'ignorance est répandue dans tous les milieux.

Voilà pourquoi il ne suffit pas de donner tout en exportant aux pays du Tiers-Monde l'image imbécile de notre système économique-financier qui deviendra le leur.

Si l'on ne détruit pas la cause, les œuvres philanthropiques pourront durer éternellement. C'est le seul moyen de résoudre les problèmes de la faim et de la pauvreté.

Conclusion : apporter une aide sérieuse au Tiers-Monde consiste à changer notre système économique .

tent pas, afin d'augmenter leurs profits, à s'associer, pour produire des armes modernes sur une base multinationale.

Dans le domaine de la fabrication des armements, il s'effectue ainsi un dangereux transfert technologique des pays traditionnellement producteurs vers des pays qui ne sont encore qu'importateurs. Il en résulte un développement de la course aux armements et, par là-même, un accroissement considérable du risque de guerre.

Comme le souligne très justement L. LAMMERS (1) « Tout se passe comme si chacun était content de travailler à l'organisation de sa propre destruction. En tout cas, cela apparaît à beaucoup préférable à la perte de leur emploi !! ».

Pour nous il n'y a pas de doute, la seule solution possible consiste à abandonner totalement l'économie de marché.

(1) « Energies » n° 1069, du 8 avril 1977.

(2) « Le Courrier de l'UNESCO », mars 1977.

Soit dit en passant

EUREKA!



A M. LE MINISTRE DU TRAVAIL: par Gabriel LAFONT

Je n'ignore pas, monsieur le Ministre, que vous avez déjà assez de problèmes avec les seuls travailleurs en activité — lesquels s'agitent un peu en ce moment — pour occuper vos journées, vos nuits blanches, et même, s'il vous en reste, vos heures de loisir.

Le moment paraît donc mal choisi pour s'intéresser à une autre catégorie de travailleurs, les travailleurs au chômage, ou, si l'on préfère, les demandeurs d'emploi. On en parle beaucoup, bien sûr, et depuis longtemps, on les plaint, les pauvres, et on s'occupe d'autre chose. Il y a tant à faire. Et brusquement voilà que Giscard réunit, le 17 avril dernier, les quarante ministres et secrétaires d'Etat à Rambouillet pour chercher « les moyens de sortir de la crise » — on n'avait pas encore trouvé ? — avec, en priorité des priorités, le problème du chômage. C'était donc devenu si urgent ? Y'a tout de même pas le feu !

Si, justement. Je ne vous apprends rien, monsieur le Ministre, les élections législatives approchent, c'est dans un an, et, si l'on s'en tient aux résultats des municipales, c'est pas du tout cuit pour la majorité présidentielle.

Les chômeurs, bien sûr, ça fait du monde, je veux dire, des voix. Mais comment les avoir ? Avec des promesses ? Cela ne prend plus. Avec du boulot ? C'est tout le problème. Je ne dis pas cela pour vous décourager mais la solution au problème du chômage, dans notre système économique, n'est pas près d'être trouvée. Figurez-vous que j'ai une idée. Mais si !

Je tiens toutefois à vous prévenir que je ne suis ni économiste distingué, ni ancien élève de l'E.N.A., de Sciences Po et autres fabriques d'hommes d'Etat, ce qui, étant donné les brillants succès obtenus par ces grosses têtes dans les différents gouvernements qui se sont succédé chez nous depuis plus d'un demi-siècle, serait plutôt de nature à vous rassurer.

Je ne suis, monsieur le Ministre, qu'un modeste employé de la R.A.T.P., aujourd'hui à la retraite, et médaillé du Travail, ce qui vaut bien l'Ordre du Mérite, après trente années de bons et loyaux services dans les sous-sols du métropolitain. Pas de quoi se vanter, je sais, mais, à regarder passer les trains, tout seul, à six mètres sous terre et à faire des trous dans des bouts de carton, des heures durant, le temps paraît long, et on pense. C'est un avantage sur les hommes politiques qui, pris par les obligations du métier, entre l'inauguration d'une tranche d'autoroute, un séminaire à Rambouillet, la plantation d'un cocotier sur le macadam parisien et une campagne électorale, n'ont pas le temps de penser. Moi, avec le peu de jugeote que j'ai, je pense. Plutôt que de laisser à tous les Guy Lux de la télé, de la radio et de la grande presse dite d'information le soin de penser à ma place.

Depuis que je suis à la retraite je vois autour de moi des hommes qui n'ont pas la chance — si l'on peut dire — d'avoir 65 berges, à la recherche d'un emploi. Et le nombre de ces victimes de notre système éco-

nomique grandit sans cesse. J'ai un petit-fils qui, avec son bac, comme tout le monde, une licence en sciences économiques, une maîtrise de je ne sais plus quoi, même après s'être fait couper les cheveux, n'a toujours pas réussi à trouver du boulot. Je lui ai conseillé d'aller voir à la R.A.T.P. Poinçonneur du métro c'est tout de même pas un déshonneur. Sans enthousiasme il y est allé. Trop tard. J'avais oublié : il y a maintenant des ordinateurs pour faire ça.

Et c'est alors, soudainement, comme Archimède, que l'idée m'est venue. J'avais constaté depuis longtemps que, dans tous les pays modernement équipés la production pouvait croître en même temps que le chômage, les progrès des sciences et des techniques permettant, en effet, de produire de plus en plus avec de moins en moins de main-d'œuvre. Le système prix-salaires-profit n'offre aucune issue à l'alternative inflation-chômage.

Il n'y a pas de solution, monsieur le Ministre, et vous le savez. Mais puisque les élections approchent il faut bien essayer de se démerder d'une manière ou d'une autre pour en sortir avec le moins de dégâts possible en 1978.

Je voudrais vous y aider. Il doit bien se trouver encore dans le matériel au rebut de la R.A.T.P., avec des sifflets de chef de train, quelques milliers de poinçons qui servaient naguère à faire des trous dans les billets de métro. On pourrait les distribuer aux chômeurs, lesquels en feraient des confettis.

Ce que l'on ferait ensuite de tous ces confettis ? On en ferait ce que l'on a toujours fait jusqu'ici de toutes les denrées « excédentaires » : on assainirait la production, selon l'expression consacrée, c'est-à-dire qu'on la détruirait. Ou, dans le meilleur des cas, on l'exporterait à perte. Mais aux frais des contribuables, comme de bien entendu.

LE POINÇONNEUR DU METRO

Le trésor

par **Marcel DUBOIS**

COMME prévu, la campagne électorale est ouverte pour 1978.

Avec toute la fouge caractéristique des luttes politiques dans les pays latins, majorité et opposition ne manquent aucune occasion de croiser le fer dans la presse, à l'Assemblée, à la télévision.

Qu'en pense Monsieur Tout le Monde, confronté aux réalités, c'est-à-dire à la vie chère, à la dégradation de l'environnement, au chômage ?

TOUS LES MEMES...

UNE constatation de fait ne cesse de me frapper au cours des discussions individuelles : le désabusement quasi général, la conviction intuitive qu'il ne servira à rien de changer les hommes et que les maîtres de demain, quelle que soit leur étiquette, se heurteront aux mêmes problèmes, adopteront les mêmes faux remèdes. Il y aurait bien sûr des changements de camp, certains privilégiés d'hier ou d'aujourd'hui se trouvant évincés par les vainqueurs ; mais en dehors de ceux qui espèrent en être les bénéficiaires personnels directs, ce classique chassé-croisé enfanté par les révolutions n'apparaît pas aux yeux de l'opinion comme un objectif hautement souhaitable.

Alors ? Eh bien on laisse aller ; on vit au jour le jour, essayant de s'aménager dans la jungle une position aussi confortable que possible, et advienne que pourra, puisque les arguments échangés renforcent la conviction d'une sorte de fatalité à laquelle les hommes de ce siècle ne peuvent échapper.

PAS DE SOUS

DES réactions de cette nature ont été tout particulièrement perceptibles lors de la publication par le parti communiste de l'évaluation du coût du Programme Commun et du débat télévisé entre M. Mitterrand et le Premier Ministre.

Qui paiera ?

Les Entreprises, répondent les partis d'opposition. Impossible, répliquent, chiffres en mains, les représentants des thèses gouvernementales, et, dans une revue de presse à la radio, j'ai entendu à peu près textuellement ceci :

« Tout se passe comme s'il existait actuellement » en France un Trésor caché susceptible de résoudre tous nos problèmes d'un coup de baguette magique. Ce sont les entreprises qui sont accusées de détenir ce Trésor et, pour le leur arracher, certains sont décidés à leur faire subir le sort de la poule aux œufs d'or. »

Il y a dans ce commentaire le reflet d'une erreur fondamentale et le germe d'une vraie solution.

Erreur fondamentale si nous restons dans le

cadre du système économique actuel et si le fameux Trésor est un pactole financier, c'est-à-dire factice, car les crédits, ou les billets de banque, ne sont qu'un moyen d'exploiter les vraies richesses. Dans ce domaine il est enfantin de prouver que le Trésor n'existe pas, et que le financement du Programme Commun ou de tout autre ensemble de réformes sociales importantes est hors de portée.

Par contre, il est bien évident que les entreprises ont en mains le vrai Trésor : la capacité productive de biens et de services. Les hommes ont besoin de nourriture (saine), de logements (humains), de produits de consommation de toute nature (vraiment utiles), et seules les entreprises sont en mesure de les mettre à leur disposition.

Elles le font et sont parfaitement capables d'accroître leurs performances aussi bien en agriculture que dans l'industrie, puisque nous croulons sous les excédents alimentaires et que toutes les grandes branches industrielles se plaignent de tourner bien au-dessous de leurs capacités ! Pour elles, le seul problème est de VENDRE, c'est-à-dire de trouver des **clients**. Or les clients ce ne sont pas seulement des hommes ayant des besoins, ce sont avant tout des hommes ayant des besoins **solvables**, donc nantis d'un pouvoir d'achat susceptible d'absorber, globalement, tout ce potentiel de production.

Malheureusement les entreprises (et qui pourrait honnêtement le leur reprocher) font ce que fait tout individu sain d'esprit chargé d'exécuter une tâche : elles recherchent les moyens d'accomplir cette tâche avec le minimum d'efforts, donc avec le moins possible d'heures de travail. Et, ce faisant, elles éliminent du même coup leurs futurs clients.

PAS DE MIRACLE

APPELS à l'Etat, subventions, allocations, ... déficits budgétaires, inflation monétaire, hausse des coûts, ... les cycles se succèdent et se ressemblent et, dans toutes les sociétés, qu'elles soient de type collectiviste ou de type libéral, l'économie de marché accumule les faillites, les carences, les preuves de son impuissance totale à s'adapter aux progrès techniques.

C'est donc bien elle qui est en cause, et non le type politique de société auquel on voudrait limiter notre choix. C'est donc bien elle qu'il faut éliminer et remplacer par l'Economie des Besoins dans laquelle le Revenu Social devient possible grâce à la réforme monétaire qui restitue à la monnaie son rôle de simple instrument de mesure et de répartition des vraies richesses.

Oui, le Trésor existe et il est possible de l'utiliser pour le plus grand bien de tous sans léser personne. Mais il n'y aura pas de miracle et notre grande responsabilité est d'en persuader tous ceux qui n'ont pas encore pris conscience du magistral coup de projecteur dont Jacques DUBOIS a éclairé la route de notre avenir.

Les institutions d'hier face aux réalités d'aujourd'hui

par **Gaston PUEL**

Un coup d'œil sur le passé est suffisant pour nous convaincre que ce sont les besoins primordiaux de chaque époque de l'histoire, avec les moyens dont disposent les hommes pour y répondre, qui conditionnent peu à peu et règlent finalement, l'évolution sociale. Les politiques et les militaires ne jouent qu'un rôle second, car les superstructures gouvernementales, administratives et juridiques sont le reflet, beaucoup plus que la cause, du mouvement des sociétés.

Ainsi voyons-nous le patriarcat correspondre aux exigences de la vie pastorale et nomade, les premières agglomérations sédentaires se constituer autour de points d'eau, la féodalité s'installer dans l'insécurité du Moyen Age où chacun cherche refuge auprès d'un protecteur, la monarchie supplanter la féodalité à l'heure du rassemblement territorial, la bourgeoisie marchande se faire jacobine quand le développement du commerce s'est heurté au réglementarisme corporatif, le dirigisme capitaliste puis étatique, prendre corps quand la libre concurrence n'a plus été en mesure de maîtriser les échanges.

Sans tomber dans un déterminisme puéril et négateur de la personnalité humaine, on peut aller plus loin, en constatant qu'Hitler a été le fruit de la famine allemande.

En fait les vrais révolutionnaires sont les inventeurs et les techniciens de tous grades (inconnus, parfois et inconscients, le plus souvent, des effets de leurs découvertes) qui transforment les conditions d'existence et construisent l'anatomie des sociétés. De nos jours, il est facile de constater, que ces techniciens en créant des possibilités croissantes d'abondance, anéantissent les profits de la rareté, rendent les hommes plus exigeants et plus soucieux de loisirs, forcent les responsables à mieux répartir le pouvoir d'achat pour élargir le marché.

Bon gré, mal gré, avec des détours, des retards et des maladroites, les appareils sociaux sont contraints de s'adapter aux conditions techniques nouvelles.

Mais les chercheurs désintéressés — de même que les héros et les saints — sont rarement aux leviers de commande. Ceux-ci échoient, en règle générale, aux audacieux et aux habiles qui savent tirer parti des belles attitudes ou des grandes découvertes. Et, comme la loi de moindre effort oriente la plupart des actes de l'homo economicus, on voit couramment des pionniers conquérir les premières places grâce à une activité utile au

regard des nécessités du temps, puis — à la manière des seigneurs de l'Ancien Régime — s'incruster dans leur fonction, jusqu'à chercher à en conserver les prérogatives quand sa raison d'être a disparu. C'est pourquoi la plupart des appareils sociaux nés pour une période historique donnée, finissent par sombrer dans le parasitisme. Les organismes périmés s'efforcent, alors, d'étouffer les forces neuves qui contrarient leur survie. L'ordre ancien devient, à ce moment, un facteur de désordre, créateur d'un état révolutionnaire.

Ces considérations expliquent le déphasage de nos superstructures économiques, sociales et même politiques en face des fulgurants progrès scientifiques que nous connaissons. D'où les contradictions qui résultent du retard des institutions sur l'évolution technique.

De fait, c'est en tous domaines que nous voyons, aujourd'hui, s'amonceler contresens et non-sens, comme nous le montrerons dans un prochain numéro, sur des exemples précis.

Trois exemples peuvent illustrer les affirmations qui précèdent.

Premier exemple :

CHAUVINISME CONTRE MONDIALISME

La rapidité et la multiplication des moyens de communication ont presque supprimé les distances. Au XVIII^e siècle, il fallait huit jours pour aller de Paris à Bordeaux. De nos jours, nous faisons le tour du monde en quelques heures et le téléphone relie les antipodes en quelques secondes. Pourtant, depuis la guerre de 1914, le monde n'a cessé de se hérissier de nouvelles frontières et les étatismes nationaux qui ne veulent pas mourir, sont devenus plus arrogants à mesure qu'ils se révèlent plus impuissants devant les sociétés transnationales ou la bombe atomique. L'industrie des armements a même pris une place de choix dans les économies étatiques, au point que celles-ci dépériraient si une telle source de revenus venait à disparaître. Cela, quand tout commande un fédéralisme supranational.

Deuxième exemple :

RESTRICTIONS DANS L'ABONDANCE

Dans les pays développés, les entreprises sont, désormais, en mesure de produire de plus en plus avec de moins en moins de main-d'œuvre, à telles

enseignes que la capacité de production est devenue quasi illimitée, suivant l'expression du président Eisenhower. A l'ère de l'électronique, il est donc utopique de fonder l'équilibre de nos économies sur les profits de la rareté et sur le plein emploi, comme il était normal à l'âge du cheval de trait. Aux prises avec cette évidence, les nations évoluées en sont réduites, pour ne pas modifier leurs structures, à courir après les débouchés intérieurs et extérieurs les plus artificiels ou les plus destructeurs de l'environnement, à cultiver la guerre, à hypertrophier leur bureaucratie, à institutionnaliser les gaspillages de toutes sortes et à stériliser leur potentiel de production par un malthusianisme économique multiforme. On feint de s'étonner, ensuite, de la hausse des prix et, pour y remédier, on prétend mettre chacun à la portion congrue.

Troisième exemple :

DEVELOPPEMENT DES TRUSTS CONTRE AUTOGESTION

Le même progrès technique qui a ratatiné la planète et développé prodigieusement nos possibilités de production a, simultanément, miniaturisé les outillages, dépeuplé les usines, dispersé et multiplié les matières premières, rendu aisé le transport de l'énergie. La décentralisation économique et l'autogestion, sous ses divers aspects, devraient être l'effet de ce bouleversement pacifique. Mais les trusts, les financiers et les technocrates se dressent contre cette évolution qui menace leur règne. Et dans leur effort de résistance, ils nous assujettissent, au contraire, à une concentration accrue, aussi insensée qu'inhumaine.

Bref, sur tous les plans, nous retrouvons l'absurde et odieux paradoxe de la misère dans l'abondance. La cause du mal est évidente. Elle réside dans le fait que les modes d'échange conçus pour les siècles de pénurie sont devenus anachroniques depuis que les rapports classiques entre l'offre possible et la demande solvable se sont inversés. Le mercantilisme primitif doit, donc, désormais, faire place au partage des revenus, du travail et des pouvoirs.

Inscrite dans les faits, cette transformation est inévitable. Malheureusement, au lieu de s'engager dans cette voie coopérative, les économies moribondes se raidissent et nous étranglent. Les partis qui se veulent progressistes (mais qui relèvent, eux aussi, des vieilles superstructures) ne l'ont pas mieux compris que les autres. Ne se donnent-ils pas pour objectif de démocratiser ou de nationaliser une économie marchande qui, ayant fini son temps, fait eau de toutes parts et nous conduit à la ruine !

La dame blanche qui devint jaune

par Paul-Noël ARMAND

J'ai toujours eu une estime insondable pour le régime capitaliste, mais j'ai toujours envie de tambouriner le postérieur des gens qui s'ennuient. Quel rapport ?

Oyez plutôt Anne Gaillard dans son émission quotidienne entre 11 et 12 h sur France-Inter. Sans le système financier, cette jolie femme pourrait-elle conduire, tambour battant, des charges chevaleresques contre les myriades de truands qui sévisent tous azymuts ? Et ceux qui prétendent s'ennuyer ici-bas, ne pourraient-ils l'écouter ? Il y a souvent de bons moments à siroter. Exemple une auditrice qui vient conter son aventure. Cette belle a la peau aussi blanche qu'une Diane de 1900, mais ce n'est plus la mode. La publicité X... lui flatte les mérites d'un produit nouveau sensass, à base de carottes, vendu en pharmacie, ma chère, qui, en deux boîtes à 49 francs, la bronzera de la racine des cheveux aux petits orteils, nombril inclus. « Vous serez transformée », gueulait la pub ! L'a été, la petite poulette. Son visage et ses mains sont devenus jaune d'œuf, ses tétés sont couverts de boutons blancs et roses, le reste à l'avenant, y compris le nombril qui se défole en relief. De quoi elle se plaint, la môme ? Elle est plus comme avant. Elle est transformée. Elle-même ne se reconnaît plus. Alors ? Veut pas que la Sécurité Sociale lui rembourse ses 98 balles, non ? Faut pas Charrier, Brigitte.

Tout ça pour vous dire que le système du profit je m'en pourlèche et que ceux qui s'ennuient y z'ont qu'à s'occuper pour s'amuser, à le maintenir à la surface !

Le coin du poète :

LE DIFU CAPITAL

Dieu du mensonge bien camouflé
Le capital vous tient docile
C'est le voleur le plus subtil
Car légalement il peut voler.

Albert CHANTRAINE

L'utopie du plein-emploi

par Jean CARLESSE

Q U'ILS soient au pouvoir ou dans l'opposition, tous les partis se disputent l'honneur de défendre le plein-emploi. C'est à qui indiquera le meilleur moyen de créer des emplois nouveaux pour résorber le chômage. Le P.C. va jusqu'à affirmer que grâce à sa panacée il peut prévoir une augmentation de 2 460 000 emplois avant 1982.

Ils veulent donc tous arrêter le progrès technique et le machinisme ? Seraient-ils tous devenus à ce point écologistes ?

Prétendre créer des emplois nouveaux à l'ère de la force nucléaire et de l'automation c'est bien abuser des Français dont la répugnance pour les questions économiques est légendaire.

Hitler déjà, en Allemagne, avait eu de telles intentions. Mais lui au moins connaissait un moyen infaillible de procurer des emplois à la jeunesse de son pays sans freiner le progrès technique et même au contraire en le stimulant : c'était de l'enrégimenter pour préparer la guerre.

Je pense que ce n'est pas à des emplois de ce genre auxquels on songe pour résorber le chômage en France et qu'on finira par comprendre qu'on peut trouver d'autres occupations à la jeunesse qui soient moins suicidaires.

Une nation qui est riche de plus d'un million de chômeurs peut se permettre d'être très généreuse avec sa jeunesse laquelle ne demande qu'à démontrer sa propre générosité et son dévouement à des tâches nationales et internationales. Car posséder un million de chômeurs cela veut dire que toute la production nationale a pu s'accomplir largement sans leur concours. Alors pourquoi vouloir à tout prix les occuper à un travail productif ? Pour leur servir un salaire sans lequel ils ne pourront acheter leur part de la production ? Même ceux qui prétendent lutter contre « les gachis matériels et financiers » ne voient pas cet arbre qui leur cache la forêt.

N'est-ce pas plus économique, matériellement parlant, de subventionner directement des consommateurs que de financer une hypothétique « relance » qui doit, par ricochets successifs, leur procurer un salaire ?

A en croire, en effet, l'étude chiffrée par le P.C. du programme commun, cette relance coûterait 493 milliards de francs ce qui représente un revenu moyen de près de 50 000 francs pendant dix ans pour chaque chômeur actuellement recensé.

Plus modeste, M. Barre se contente de 13,3 milliards pour éponger une faible partie du chômage.

Mais tous sont d'accord pour faire payer la note à ceux qui restent encore en activité.

Faire payer la note... impôts nouveaux... austérité... on n'en sortira donc jamais ? Ils ne savent, nos augures en mal d'imagination, que se complaire dans ce genre d'exercice.

Même en ayant de la répugnance pour les questions économiques, on doit finir par trouver bizarre qu'à une époque où la production est telle qu'elle refuse des bras, on doive se priver pour la répartir.

Or, ce sont les revenus qui répartissent cette production. Et plus celle-ci est mécanisée, moins elle en distribue ! Il faut donc servir aux chômeurs la part que la machine a permis de réaliser.

Ce prélèvement ne peut se faire automatiquement et sans gêne pour personne que si l'Etat possède la maîtrise de la création monétaire. Lui seul peut donner à son volume la mesure exacte de la production et en assurer la distribution équitable.

Et si on tient absolument à occuper la jeunesse à des tâches utiles justifiant le revenu social ainsi attribué, il ne manque pas d'occasions d'encourager son besoin de s'instruire et de se perfectionner toujours dans la branche professionnelle choisie pour son entrée future dans la vie active.

Si cela est de l'utopie ou du simplisme, que dire des programmes que nous proposent tant les gouvernants que les opposants ? Ils ont en plus le défaut d'être emberlificotés et inutilement contraignants !

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELÈVE »

GUAZAVA, Paris-16°, 100 — Roland CARPENTIER, Toulon, 30 — Alain ETIENNE, Marliz, 100 — Mme Georgette MOREL, Courbevoie, 20 — Jacques COMBES, Marseille, 8,80 — Mme PILLET, Paris-17°, 100 — Abel MENARD, Chardes, 10 — André DAUTEAU, Orléans, 20 — Abel MAUREL, Vals les Bains, 30 — Robert PONCELIN, Pantin, 20 — Marcel ROUSSEAU, Juan les Pins, 50 — Mme Madeleine LUCE, Thiais, 70 — Georges MARCHAND, Joinville, 20 — Charles COULON, Asnières, 100 — André MABILLE, Brezolles, 20 — Roger ANTHOMÉ, Taulignan, 70 — Denis BIRE, Ambarès, 30 — Jean-M. GLANTZLEN, Villeneuve d'Ascq, 20 — LABESSE, Châtenay-Malabry, 30 — Mme René BARGAS, Sèvres, 70 — Antoine ESCUDIER, Narbonne, 100 — Jean OUVRIER, Tonnerre, 30 — Mme Marcelle POMMEROLLE, Paris-17°, 100 — P. et M. BUGUET, Paris-18°, 200 — Georges BEAUX, Arles, 20 — Elie MET, Beaumes de Venise : 30 — Raymond MEURISSE, Vezelay, 20 — Stanko STROUGAR, Pau, 20 — André HARLEY, Créteil, 20.

TOTAL : 1 458,80 F.

MERCI A TOUS.

LES QUESTIONS AGRICOLES

L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE : LES MÉTHODES

par Jean MESTRALLET

NOUS avons montré ici la nécessité de l'agriculture biologique, laquelle fait d'une pierre deux coups : production de nourriture et maintien des consommateurs en bonne santé.

Mais avant de leur présenter les diverses méthodes, un retour en arrière s'impose : il faut comprendre pourquoi s'est développée l'agrochimie. Le problème est bien simple : le progrès agricole n'a pas attendu pour exister. La « révolution verte » (introduction des légumineuses et des prairies artificielles dans l'assolement) date du XVIII^e siècle en général, de bien plus tôt dans certaines régions. Elle a permis une première hausse des rendements, un bétail plus abondant, donc l'utilisation plus intensive du fumier, et l'augmentation de la force de traction.

Et l'intéressement à l'effort ne compterait-il pas ? L'abolition des droits féodaux et le vaste transfert des propriétés dû à la nationalisation des biens d'Eglise, l'ont rendu possible en France sous la Révolution. En Angleterre, la noblesse terrienne disposait de vastes exploitations ; elle voulait en tirer le plus d'argent possible. Sans doute, les progrès eussent-ils été plus rapides encore avec une meilleure condition du personnel salarié. Mais passons...

UNE fois commencée, la recherche du profit (à ce moment où l'abondance ne sévissait pas encore), donc du rendement, ne cessa de s'amplifier. D'où l'utilisation des machines et des engrais artificiels. La fabrication de ceux-ci est la conséquence des travaux du chimiste allemand Liebig, qui a découvert que les plantes contenaient trois éléments essentiels : azote, phosphore et potasse, la fameuse trilogie N.P.K. Il n'y a rien à redire à cela : Liebig ne pouvait deviner que les plantes réclament d'autres éléments tout aussi essentiels mais moins abondants hormis le calcium : magnésium, sodium, fer, cuivre, manganèse... tous les oligo-éléments.

Ce sera découvert plus tard. Dans son livre « La fécondité du sol », H.P. Rush nous apprend que Liebig lui-même a mis en garde ses contemporains contre l'usage abusif de la chimie agricole et l'abandon des engrais organiques, fournisseurs d'humus. Mais si les industriels de la chimie ont accueilli avec joie ses premières découvertes, ils se sont bien gardés de mentionner ses avertissements !

Donc, si les plantes emportaient l'azote, le phosphore et la potasse, il fallait les restituer au sol. Cela semblait d'une logique irréfutable. Et en avant les doses croissantes de N.P.K. ! En avant les rendements élevés à l'hectare ! Rien de plus facile à comprendre, d'ailleurs : les famines n'étaient pas si loin... La dernière, en Europe occidentale, celle d'Irlande, qui fit des centaines de morts, se situe vers 1847.

Les engrais chimiques en eux-mêmes ne constituent pas le pire de l'arsenal. Mais étant trop solubles, ils court-circuitent les processus microbiens du sol, gavent les plantes qui, sous une belle apparence, deviennent fragiles. En même temps que les rendements, s'est accru le parasitisme. Et aujourd'hui on assiste à une création démentielle de produits « phytosanitaires », dont certains, nous l'avons vu, sont particulièrement redoutables. Aux 2-4 D et 2-4-5 T, ajoutons le DDT, qu'on a fini par interdire, l'aldrine, le lindane, etc...

A PRES leurs performances spectaculaires, les rendements à l'hectare commencent à baisser ou se maintiennent difficilement, malgré les doses croissantes d'engrais chimiques. En même temps, des super-insectes résistants aux pesticides, font leur apparition, imités par de nouvelles maladies. Quel beau succès ! Nous ne reviendrons pas sur la baisse de la santé générale. Disons simplement qu'elle n'épargne pas non plus le bétail : près d'un million de veaux meurent ainsi chaque année !

Devant ces catastrophes, des chercheurs se sont demandé quelles pouvaient en être les raisons. Leurs conclusions se rejoignent sur un point : la baisse du taux d'humus dans le sol : en cherchant à imiter l'industrie et sa sûreté de production (du moins tant qu'on l'approvisionne en énergie et matières premières), l'agriculture s'est fourvoyée !

L'industrie manipule de la matière inerte ; l'agriculture de la matière vivante. On ne traite pas la seconde comme la première. Un sol est un complexe vivant et pas seulement minéral. Sa vie, ce sont des milliards de microorganismes présents dans l'humus. Si l'humus disparaît, il n'y a plus de sol : c'est le fameux « bol de poussière » américain des années trente !

(A SUIVRE)



Au colloque organisé par l'Union de l'Europe Occidentale sur la politique européenne des armements, un des participants français a déclaré : « Il faut se rendre à l'évidence, la capacité actuelle des industries européennes d'armement est bien supérieure au marché européen et il est indispensable que cette capacité soit maintenue par des ventes hors d'Europe ».

Un participant italien a souligné que « l'apport des industries de défense à la richesse nationale a contribué de manière non marginale à éviter un grave fléchissement de l'économie de quelques nations après l'augmentation internationale du prix du pétrole ».

Autrement dit : Nous on n'a pas de pétrole mais on fait des armes !

Malgré les plans et rataplans du « premier économiste de France », le problème du chômage n'est pas prêt d'être résolu : en effet, selon l'I.N.S.E.E., les effectifs employés dans l'industrie devraient diminuer cette année de 0,5 % et cela malgré une progression prévisible des dépenses d'investissement de 12 % par rapport à 1976.

**

En attendant des jours meilleurs, le C.N.P.F. lutte à sa façon contre le chômage : il vient de créer soixante délégués départementaux à l'emploi !

Un récent rapport de l'O.C.D.E. sur « L'insertion des jeunes dans la vie active » nous apprend qu'il y a plus de deux millions de jeunes chômeurs en Europe et montre « qu'il n'est plus possible de se fier aux mécanismes du marché pour assurer aux jeunes une heureuse transition entre école et vie active ».

**

Selon le « Monde de l'Economie » du 15-2-77, 10 % au moins des grands contrats de vente à l'étranger seraient payés par les contribuables ; cela représente plus de 4 milliards de francs compte non tenu des aides aux ventes d'armes et de navires, de l'exonération de la T.V.A. et des subventions aux exportations agricoles.

Autrement dit, plus nous exportons et plus nous payons... à la place des grandes entreprises.

**

Toujours les méfaits de l'abondance : si une partie des Etats-Unis a souffert d'une terrible vague de froid, une autre partie a été victime d'une forte sécheresse. Pourtant cela ne trouble guère les fermiers américains, bien au contraire. Ils savent en effet que, même si toute la récolte de blé de 1977 devait être anéantie (ce qui est improbable) il y aurait encore plus de blé qu'il n'en faut, car les disponibilités atteignent le niveau record de 76 millions de tonnes. Quand on sait que la consommation intérieure des Etats-Unis n'est que de 20 millions de tonnes et que les exportations ne pourront guère dépasser 27 millions de tonnes en 1977 parce que, catastrophe, partout dans le monde la récolte a été bonne en 1976, on comprend que les fermiers s'interrogent sur ce qu'ils pourraient faire de la nouvelle récolte. Sa destruction par les intempéries leur épargnerait un surcroît de travail et des frais de moisson et de stockage. Et surtout, cela permettrait de maintenir un prix de vente élevé, évitant ce qu'un journal de Wall-

Street appelle crûment « la faillite de l'industrie de la famine ».

**

Toujours aux Etats-Unis, le marché de la viande de bœuf est en crise. Entendez par là que la surproduction continue de déprimer les cours.

**

Les industriels peuvent, eux, « maîtriser » plus facilement l'abondance en freinant leur production. C'est ainsi que dans son analyse de conjoncture du 30 avril 1977, le C.N.P.F. note que le rythme de production s'est « adapté » à l'évolution de la demande dont la progression a fléchi depuis quelques semaines.

**

Afin de faire jouer au secteur nationalisé, éventuellement, un rôle de régulateur de l'économie, M. Warin, Conseil en entreprises, propose les mesures suivantes :

En cas de ralentissement sectoriel ou général de la demande, les entreprises nationalisées fabriquant des produits stockables continueraient à tourner normalement pour alimenter des stocks tampons jusqu'à une limite fixée à plusieurs mois de production. L'accroissement des stocks, financés par l'Etat, contribuerait à soutenir la demande et inversement, une plus forte demande tendrait par le remboursement au Trésor des stocks vendus à dégonfler la masse monétaire et à freiner l'inflation.

Au cas où la limite fixée pour les stocks serait atteinte, on pourrait procéder à l'arrêt total de certains centres de production pendant une période donnée, les autres continuant à fonctionner à leur cadence optimale. Le personnel des centres arrêtés serait **mis en congé à plein salaire**.

C'est là, me semble-t-il, des propositions très voisines de celles proposées par l'économie distributive.

J.-P. MON

ETRANGER

par Pierre SIMON

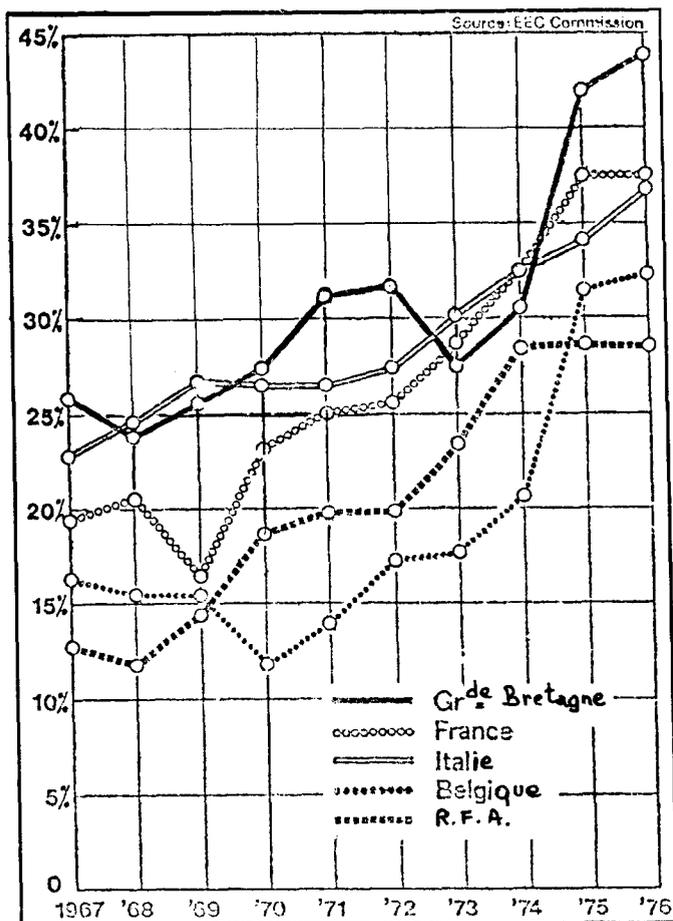
Les jeunes et le chômage

Le « Financial Times » du 2 avril 1977 a consacré un long article aux effets du chômage sur la jeunesse européenne. En voici la substance.

L'Organisation Internationale du Travail estime à 7 millions le nombre de chômeurs de moins de 25 ans habitant les pays de l'OCDE. Bien que ne représentant que 22 % de la population active, ils entrent pour 40 % dans le nombre total des chômeurs de l'OCDE. Chez les Neuf, ils représentent un tiers du total des chômeurs et la moitié chez les Britanniques.

Ces chiffres sont tristement éloquents et révèlent un mal profond, qu'on ne peut même pas espérer guérir rapidement. En effet, les experts nous annoncent encore au moins dix ans de chômage massif chez les jeunes. Ils s'attendent même à ce que certains de ces jeunes ne trouvent jamais d'emploi de toute leur vie.

Pourcentage des moins de 25 ans parmi les chômeurs :



(d'après le « Financial Time » du 2 avril 1977)

On pourrait être tenté de faire retomber la responsabilité de cette situation sur les émirats et la hausse du prix du pétrole. Eh bien, non ! Ces mêmes experts s'accordent à dire que le phénomène est apparu avant la crise de l'énergie. Les statistiques britanniques sont là pour le montrer. En 1968, au Royaume Uni, il y avait 26 000 jeunes chômeurs de moins de 19 ans ; en 1971, 58 000 ; en 1975, 175 000 et en 1976, 200 000.

Le fort excédent des naissances observé en 1960 et les années suivantes, fait actuellement sentir ses effets sur le marché du travail. Le nombre des jeunes en âge de travailler va donc croître jusqu'en 1980 beaucoup plus vite que le nombre des travailleurs en âge de prendre leur retraite, et la baisse du taux de natalité n'aura pas de répercussion avant 1985.

L'importance du chômage des jeunes est souvent expliquée par l'absence de formation professionnelle. C'est ainsi qu'on estime à 1/3 la proportion des jeunes chômeurs qui ont achevé leur scolarité obligatoire sans apprendre un métier. Ceux qui en ont appris un ne sont pas forcément mieux lotis puisque, dans la proportion de un sur cinq, ils n'ont trouvé que des emplois de manœuvres.

QUELS remèdes peut-on essayer d'apporter à cette situation ? On peut, par exemple, accorder des avantages aux employeurs qui embauchent des jeunes. D'abord, les effets de ces mesures seront forcément limités, car il n'y a pas beaucoup d'emplois à offrir et puis on donnera satisfaction à quelques jeunes aux dépens d'un nombre équivalent de leurs aînés. De plus, un jeune travailleur produit moins qu'un travailleur expérimenté et doit souvent recevoir une formation complémentaire qui coûte cher au patron. Egalement, les règlements qui protègent les jeunes travailleurs découragent les employeurs.

Pour lutter contre le chômage des jeunes on peut mettre d'autres travailleurs à la retraite anticipée. Dans ce cas, l'économie risque de se priver d'une main-d'œuvre expérimentée et rentable. On peut encore prolonger la scolarité obligatoire, mais pour recevoir quelle formation ? Et aux frais de qui ? Des familles sans doute.

VOILA ce que dit le « Financial Times ». Le mal vient de très loin. Depuis longtemps déjà le nombre d'emplois que peut offrir l'agriculture, le secteur primaire, ne cesse de décroître. Pendant un temps, la relève est venue de l'indus-

(SUITE PAGE SUIVANTE)

Au pied du mont Lozère...

J'AI eu récemment l'occasion de parcourir la Lozère. C'est une région magnifique, mais chaque jour plus délaissée. Les vieux y végètent et souffrent, attachés à leurs terres, que les enfants abandonnent pour aller s'entasser dans les villes.

Cet exode n'est pas seulement le résultat d'une publicité, ou d'une mode.

En parlant avec ces fils de paysans, on comprend qu'ils ne sont pas souvent partis de gaieté de cœur et pour la gloire. La plupart aiment leur pays plus que tout autre et rêvent d'y revenir. « Seulement, il faut vivre, disent-ils, et ici il n'y a plus de quoi nourrir une famille ».

C'est vrai. Il n'y a pas de raison pour que ceux qui sont nés dans ces villages arides et rudes ne puissent pas, comme les autres, voir évoluer avec le progrès technique, leurs conditions matérielles.

Mais le travail qu'ils trouvent en ville, s'ils en trouvent, les satisfait rarement. Et, s'il est mieux payé, il n'est pas toujours moins pénible que celui de la terre. Enfin, beaucoup de jeunes ont conscience d'avoir perdu une certaine « qualité de la vie ».

Je ne puis m'empêcher d'imaginer ce qui se passerait si un revenu social leur était assuré. Beaucoup reviendraient très vite au village et y travailleraient sans renâcler, et intelligemment. « Ecologiquement ». Et tout le monde y aurait avantage !

Quel gâchis, ce capitalisme !

M.-L. D.

SUITE DE LA PAGE PRECEDENTE

trie, touchée à son tour par le même phénomène. Elle ne peut rester rentable qu'en accroissant sa productivité, donc en réduisant sa main-d'œuvre. Reste le secteur tertiaire. Les emplois continuent à y croître en nombre, mais leur augmentation n'entraîne pas une augmentation semblable du produit national brut. Pourquoi donc y investir ? D'autant que l'informatique le menace.

Il semble bien qu'il n'y ait pas de solution dans l'économie actuelle. Il va bien falloir que, sous la poussée des faits économiques, on repense toute la question. On ne tardera pas à conclure que seule l'Economie Distributive peut apporter la solution indispensable.

INITIATIVES

Lettre exemplaire d'un de nos camarades :

A Monsieur le Secrétaire Général
du Groupe Paul-Emile Victor
29, rue du Mont-Valérien
92210 St-Cloud.

Monsieur,

C'est bien volontiers que je m'associe à votre groupe et verse ce jour à ma banque le montant de ma cotisation 1977.

Si ces fléaux sont effectivement dûs à un mauvais usage de la science et de la technique, c'est essentiellement parce que au sein de notre système actuel, ces dernières sont exclusivement utilisées pour réaliser des profits financiers et non pour satisfaire les besoins des hommes. C'est pourquoi toute défense de l'environnement, si elle ne veut pas rester au stade des vœux pieux, doit passer par la substitution d'une Economie des Besoins à l'économie de marché, devenue mathématiquement incompatible avec les progrès de la science et de la technique. Et ceci d'une manière absolument indépendante de toute opinion politique.

C'est pourquoi je ne saurais trop vous inciter à vous rapprocher du Mouvement Français pour l'Abondance, 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet, auquel je donne copie de la présente qui sera, sauf objections de votre part, publiée dans le journal « La Grande Relève ». Je pense qu'une réunion publique et contradictoire entre le M.F.A. et votre groupe ne manquerait pas d'intérêt et favoriserait l'action de l'un et l'autre pour un objectif commun.

Il me serait agréable que chacun des signataires de l'appel en faveur de votre Groupe ait connaissance de ma suggestion et je vous en remercie par avance.

M.D.

L'EDITION A COMPTE D'AUTEUR

par J. TREMBLAY

L'indispensable à connaître avant de s'aventurer dans l'édition d'un manuscrit : les éditeurs, les imprimeurs, les « requins ». Avantages, inconvénients : ventes, publicité, souscription, aides du C.N.L., droits d'auteur loi 1957, exonérations, technique, présentation d'un manuscrit, etc. Brochure grand format, illustrée. Prix : 15 F à FACETTES B.P. 15 - 95220 HERBLAY (C.C.P. Paris 11 696 06).

RÉPONSES AUX OBJECTIONS

AUJOURD'HUI, CELLES D'UN ÉCONOMISTE DISTINGUÉ

par René THULLIER

Divers ouvrages économiques sérieux ont consacré de courtes notices à l'Économie Distributive.

En général, ils en exposent assez clairement les thèses fondamentales ; cependant les observations succinctes dont ils les commentent sont souvent peu objectives.

C'est ainsi, par exemple, qu'un de nos lecteurs, Jean-Louis Lenclos, nous transmet l'article consacré par Alfred Sauvy à la doctrine de l'Abondance dans l'« Histoire Economique de la France entre les deux guerres » (Payot). Cet article la résume très bien, en trois propositions, mais il la fait suivre d'assez longs commentaires critiques.

1° — A. Sauvy approuve entièrement la condamnation du Malthusianisme économique et de la recherche de la rareté, qui constituent les bases de départ de l'Économie distributive. Dont acte !

2° — Il admet que la mévente et le chômage résultent du fait que les hommes, et surtout les salariés, ne reçoivent pas de pouvoir d'achat suffisant. Il ne confond pas non plus les besoins réels et les besoins solvables.

Le seul reproche que A. Sauvy fait à J. Duboin c'est l'absence d'évaluation des besoins objectifs véritables.

Or chacun sait que la notion de besoin est nécessairement floue, surtout lorsqu'elle s'étend à l'ensemble de la population et non seulement aux salariés. Il ne s'agit pas tant de les évaluer, mais de les cerner. D'ailleurs les économistes officiels n'évaluent que les besoins solvables, les seuls qui intéressent le régime du profit.

Le nouveau système, l'économie distributive — qui est un humanisme — le fera lorsqu'il sera en place (1). Jacques Duboin l'avait d'ailleurs annoncé dans ses ouvrages. On ne peut sérieusement lui reprocher de ne pas le faire dès à présent !

3° — Les progrès considérables de la machine et de l'outillage résolvent les problèmes de production. C'est la distribution des produits qui est malthusianiste tant qu'on produit pour vendre et non pour consommer.

Sans condamner formellement ces propositions, A. Sauvy estime qu'elles négligent le personnel « indirect » du secteur tertiaire qui remplace, en partie, le personnel « direct » de la production faite par les machines et non par les hommes.

C'est sans doute vrai en partie (2). Mais alors on peut se demander d'où proviennent les actuels chômeurs ! Ne serait-ce pas parce que la « fuite en avant », à laquelle est condamné le capitalisme, ne s'accompagne pas de la solvabilisation des besoins, souvent artificiels, qu'il crée ?

Nous ne contestons pas le progrès, au contraire,

mais nous contestons le système capitaliste qui ne permet pas de distribuer la production qu'il permet.

C'est ce qui nous différencie des économistes officiels qui, par ailleurs, ne proposent aucune explication valable à la crise qui secoue le capitalisme et qui est institutionnelle.

A. Sauvy finalement estime que l'optimisme est le caractère essentiel de nos doctrines mais qu'elles présentent un défaut principal qui est l'anticipation ! Si elles sont redoutées, et discrètement combattues par les communistes et les socialistes, ce serait parce qu'elles surenchérisent en promettant le régime distributif immédiatement, sans passage par un socialisme constructeur de transition.

Il s'agit là d'un autre aspect du problème. L'essentiel est que les analyses de J. Duboin, et ses propositions, ne sont ni insuffisantes ni superficielles comme A. Sauvy l'a écrit en conclusion de son article ; sans doute parce que le bât le blesse !

(1) Puisque c'est la consommation, et non plus la recherche du profit, qui déterminera la production ((N.D.L.R.).

(2) Mais le devient de moins en moins au fur et à mesure du développement de l'informatique (N.D.L.R.).

LECTURES

LA CONDITION DE L'HOMME DANS L'UNIVERS *

par J. DUBOUCHET

Dans cet ouvrage l'auteur situe l'homme, d'une part dans sa nature physique et biologique, en insistant sur le déterminisme lié à son patrimoine génétique qui structure son hérédité individuelle (aspect, morphologie, caractère, aptitudes...). Chaque individu a sa propre carte d'identité génétique.

Comparant ce programme à celui des animaux dont les plus simples n'ont que des comportements strictement stéréotypés, l'auteur dégage l'aptitude humaine à accéder à la pensée réfléchie. Or, cette pensée réfléchie est liée désormais à l'évolution des connaissances, à l'apport scientifique en biologie, embryologie et aux progrès techniques de tous ordres agissant sur notre environnement, nos conditions de vie, « notre milieu ». C'est parce que chez l'homme le programme du déterminé est incomplet, qu'il est en même temps plus riche puisqu'il le rend créateur et original.

M. BUGUET

* Aux éditions Delachaux et Niestlé.

LA *Grande Relève*

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

APPEL

Dans un souci d'efficacité, le Mouvement Français pour l'Abondance par le Socialisme Distributif (MFASD)*, appelle à se regrouper dans son sein tous ceux qui sont décidés à soutenir et à développer son action de diffusion des thèses de son fondateur Jacques Duboin, résumées ci-après :

1. LA GRANDE RELEVÉ

Le développement des techniques de production et de l'automatique, fruit des efforts des générations précédentes, place aujourd'hui l'humanité au seuil d'une nouvelle civilisation : elle peut désormais disposer de puissantes machines capables

de remplacer le travail de l'homme dans toutes ses tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau.

2. LA PRISE DE CONSCIENCE

Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la Terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

Il importe donc de prendre conscience des conséquences possibles d'un tel héritage afin de choisir le meilleur parti à en tirer.

3. L'INADAPTATION DU CAPITALISME

Le système des Prix-Salaires-Profits sur lequel est fondée l'économie de marché, repose essentiellement

— sur la rareté des produits, ce qui en augmente la valeur, donc la possibilité d'en tirer un profit commercial,

— sur la liaison, pour une majorité d'humains, entre les revenus, sous le nom de salaires, et l'existence d'un emploi à occuper : ainsi lorsqu'une machine est construite pour produire à leur place, ils se trouvent privés des moyens d'acquérir cette production et ruinent en même temps ceux qui perdent leur clientèle,

— sur la toute-puissance qu'acquièrent ceux à qui est attribué le pouvoir d'émettre un crédit (les banques),

— sur la possibilité, par le rôle thésaurisable accordé aux capitaux, de tirer profit, pour certains, d'actes préjudiciables à la société.

Le maintien de ces structures économiques, à notre époque, dans les pays industrialisés, entraîne :

— la croissance du chômage, avec pour conséquence la baisse du pouvoir d'achat des chômeurs et la détérioration de leur niveau de vie,

— la dépréciation de la monnaie, augmentant les inégalités sociales et la misère, les affrontements et les conflits.

— l'étouffement des innovations non génératrices d'un profit financier,

— l'écrasement de la libre entreprise par les multinationales et les trusts qui tirent leur pouvoir injustifié des grandes banques,

— le freinage des machines pour les empêcher de donner leur plein rendement,

— le gaspillage des ressources naturelles pour la seule recherche d'un profit financier pour une minorité,

— l'accélération catastrophique, dans ce même but, de la course aux armements, mettant en péril permanent toute vie humaine sur terre,

— le retard à l'accession de toute l'humanité à une véritable civilisation des loisirs.

Toutes ces absurdités, tous ces préjudices et tous ces dangers amènent à **repenser les fondements du système économique qui domine nos relations sociales et à proposer de leur substituer un système conçu précisément pour rendre désormais impossibles tous ces obstacles à l'épanouissement de l'homme :**

* Siège : 88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET.

4. L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Les mécanismes fondamentaux de ce système sont au nombre de trois, indissolublement liés :

- 1 — **dissociation entre le travail effectué par un individu et ses revenus,**
- 2 — **institution d'une monnaie non circulante remplaçant la monnaie capitaliste,**
- 3 — **remise à l'Etat, devenu émanation permanente du peuple tout entier, du monopole d'émission des moyens de paiement.**

4-1 Les revenus

Il est ouvert périodiquement à tout individu, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, un crédit, ou « revenu social », qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier.

4-2 Le travail

Le travail nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un « service social » auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant aussi la durée de sa carrière active.

4-3 La gestion

La gestion, en économie distributive, doit comporter :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

— le calcul du revenu social à inscrire au compte de chacun, de façon à distribuer équitablement cette production et ces services.

Pour être optimale et équitable, cette gestion doit donc être planifiée au plus haut niveau, avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce aux moyens informatiques, par l'ensemble de toute la population.

4-4 La monnaie de consommation

Le revenu social constitue un moyen pour distribuer production et services en laissant toute liberté de choix. Il s'exprime donc dans une monnaie qui après paiement n'a plus de valeur tel un billet de train qui a servi. C'est la façon dont ces revenus ont été utilisés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

5. LES CONSEQUENCES SUPPLEMENTAIRES

L'économie distributive, conçue dans le but de rendre impossible les absurdités et les méfaits analysés précédemment, présente l'avantage de rendre la société juste et humaine, parce qu'elle entraîne en particulier deux changements profonds déterminants :

— amenant l'égalité économique, elle diminue les inégalités de chances imputables aujourd'hui au milieu de naissance et tend ainsi à supprimer les barrières sociales qui délimitent des classes. Elle permet d'offrir à tous la formation correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles, donc l'accès à une vie et à une retraite au cours desquelles ils sauront profiter pleinement de leurs loisirs.

— il en découle une transformation radicale de la vie politique débarrassée des pressions exercées par les intérêts financiers. Elle permet d'établir une démocratie véritable, dans laquelle chacun, bien informé et pleinement conscient, participe valablement et librement aux décisions, en se sentant responsable de la société.

Ouvrages publiés par J. Duboin

• Mme Euvrard, veuve Duboin, vous enverra ces livres encore disponibles sur demande adressée 88, bd Carnot, 78110 Le Vésinet, accompagnée des seuls frais d'envoi (environ 5 F par volume).

Elle vous remercie, en retour, de contribuer à la souscription « Pour que vive " La Grande Relève " ».

encore disponibles :

- 1937 LIBERATION.
- 1940 DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE
- 1944 RARETE ET ABONDANCE.
- 1946 L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE (réponse aux objections).
- 1961 POURQUOI MANQUONS-NOUS DE CREDITS ?

Chaque mois, le journal « LA GRANDE RELEVÉ » vous apporte une analyse originale de l'actualité économique, de nouveaux arguments, des chiffres, des compléments d'information. Lisez et faites lire :

LA GRANDE RELEVÉ, 88, bd Carnot, 78110 LE VESINET.

Spécimens gratuits sur demande (joindre un timbre).

Abonnement annuel : 30 F
C.C.P. 13.402-39 Paris